

Gouverner par la production de vérité : théorie de l'inflation et pratiques de gouvernance dans la crise des années 1970

Yaël Dosquet¹

Résumé : La théorie orthodoxe de l'inflation contraint actuellement l'espace des possibles politiques. C'est que, dans les années 1970, la macroéconomie keynésienne s'est énigmatiquement refondue dans une « Nouvelle Economie Classique ». Partant de cet évènement épistémologique qui a forgé les fondements microéconomiques du macroéconomique, et a lié intrinsèquement pratiques de gouvernance et politiques monétaires dans une économie politique de l'Offre, le propos de cet article est donc d'apporter quelques éléments foucaaldiens pour une réflexion sur le mode actuel de rationalisation de l'exercice du pouvoir, c'est-à-dire un mode de structuration de l'actualité des possibles par un virtuel standardisé.

Mots clés : inflation, gouvernance, gouvernementalité libérale, anticipations rationnelles, neutralité de la monnaie

***Abstract:** The orthodox theory of inflation narrows the space of possible policies. Indeed in the 1970's, keynesian macroeconomics has been rooted into a New Classical Economics. Starting from this enigmatic epistemological event, that constructed microeconomics foundations of macroeconomics within a DSGE of rational expectations, and linked intrinsically monetary policies and governance practices in a supply-side economics, this paper aims at discussing some foucauldian issues about this "new economy of power relations", that is a new way of structuring the actual by the virtual.*

***Key words:** inflation, governance, liberal governmentality, rational expectations, neutrality of money*

Codes JEL : A1, B22, B40, E02, Z10.

¹ Centre d'Etude des Modes d'Industrialisation, EHESS, ydosquet@hotmail.com.

PLAN

Introduction

1 L'inflation comme problème gouvernemental

- 1.1 Le problème de l'inflation entre science et politique
- 1.2 La rationalisation du rapport du nominal au réel
- 1.3 Inflation et gouvernance
- 1.4 Gains de productivité et optimalité des informations

2 La révolution cognitive de l'économie politique

- 2.1 L'approfondissement du problème économique : « de la conscience de la rareté à la rareté de la conscience »
- 2.2 Le basculement épistémologique
- 2.3 L'élévation du problème stratégique au niveau épistémologique
- 2.4 Anticipations rationnelles, changements de règles de comportements et stratégie de politique économique

3 « Levelling the playing field »

- 3.1 Le problème de l'intégration de la contrainte budgétaire macroéconomique dans les comportements microéconomiques
- 3.2 Comportements incités par les risques et actualisations des structures de risques
- 3.3 Standardisation de la théorie et rationalisation des ajustements de comportements

Conclusion

Introduction

La crise des années 1970 ne fut pas seulement politique et économique, mais également épistémologique. En effet, l'approche théorique du problème de l'inflation a connu un profond réaménagement au tournant des années 1970, une recomposition théorique probablement irréversible qui n'a pas laissé le monde en l'état. Depuis les années 1970 en effet, la macroéconomie keynésienne s'est fondue dans la théorie néoclassique. Alors, pris dans la révolution cognitive des sciences sociales, le problème de l'inflation s'est trouvé une nouvelle portée. C'est que depuis les années 1970, à travers des problématiques de croyances, d'apprentissages, et de crédibilités, le niveau épistémologique s'y trouve replié dans le niveau théorique [Gazier, 1996].

Par une approche archéo-généalogique foucauldienne, le propos est ici d'apporter quelques éléments de compréhension rigoureusement originaux à l'énigme du véritable parricide de la doctrine keynésienne qu'a réalisé la proposition théorique de Robert Lucas en 1972 : un modèle de neutralité de la monnaie sous hypothèse d'anticipations rationnelles².

Considérant l'irréversibilité probable de cette discontinuité épistémologique, quelques éléments d'interprétations des polarités doctrinales seront avancés, afin de montrer en quoi depuis, l'espace des débats théoriques actuels est relativement contraint, c'est-à-dire en quoi l'espace des possibles est relativement clos.

D'abord, il s'agit de considérer que l'histoire du problème théorique de l'inflation a été l'objet d'une inflexion décisive dans les années 1970. Ainsi, la révolution théorique des Equilibres d'Anticipations Rationnelles - qui manifeste localement la révolution cognitive des sciences sociales – sera considérée à la lumière des problématisations gouvernementales qui lui sont contemporaines, afin de proposer une explication foucauldienne des rapports des savoirs aux pouvoirs impliqués dans cette discontinuité épistémologique qui a marqué l'éclosion d'une solution théorique néoclassique – dite « Nouvelle Economie Classique » - au problème des fondements microéconomiques du macroéconomique.

Car cet évènement scientifique a forgé la composition de fondements microéconomiques du macroéconomique par l'enchevêtrement néo-walrasien d'une conception stochastique de l'équilibre intertemporel dans une théorie du choix rationnel, ce qui a lié intrinsèquement les politiques monétaires d'une part et les pratiques de gouvernance d'autre part dans une vaste économie politique de l'Offre, comprise comme politique de rationalisation des structures incitatives.

² Voir Lucas [1972]. En effet, tous les commentateurs s'accordent à dire que ce succès théorique ne saurait s'expliquer par une validation empirique décisive. Cf. notamment : Mc Callum [1979], Hoover [1988], Klammer [1988], Smithin [1990], Caro [1996], Sargent [1996], Abraham-Frois [1998], D'Autume [2000], Devroey [2004], Lodhia [2005], Devroey et Malgrange [2005]. N.b. : il s'agit ici d'étudier l'émergence de la NEC, nous laisserons donc de côté les problèmes et débats épistémologiques liés à l'émergence ultérieure de la NEK.

Ainsi, par une méthode d'analyse spécifique des rapports entre savoir et pouvoir, il s'agit de montrer comment une rupture théorique s'élève en basculement épistémologique. Autrement dit, il s'agit donc ici d'entreprendre un cas d'analyse de relations entre savoirs économiques (virtuels) et pratiques gouvernementales (actuels)⁴, afin de comprendre comment une impasse dans l'actuel, forçant une recomposition du virtuel, a pu se renverser en une nécessité (dans le virtuel) fondant un impossibilité (dans l'actuel) ; ce qui manifeste une nouvelle règle de production du discours rationnel sur la rationalité économique.

1 L'inflation comme problème gouvernemental

1.1 Le problème de l'inflation entre science et politique

Le problème de l'inflation est aujourd'hui le socle doctrinal de tout un discours prônant rigueur monétaire et frugalité budgétaire. Cet ensemble d'énoncés se définit par la référence au concept d'inflation comme problème politique mais se développe paradoxalement par la composition d'une rationalité au-delà du politique. Mieux encore, ce discours rationnel rationalisant réalise - au pied de la lettre - une « économie du politique » et balise l'arène de ce dernier.

Ainsi en va-t-il du débat sur la responsabilité de la Banque Centrale Européenne vis-à-vis des gouvernements, et de l'ancrage de son indépendance dans une Constitution [Sapir, 2012]. Cette indépendance, gravée dans une sorte de Loi fondamentale, réglerait le problème de savoir si la politique monétaire devrait être menée de manière discrétionnaire – au gré des gouvernements - ou de manière réglée, par la théorie. Puisqu'alors, à discrétion prévaut la règle [Fitoussi, 2002]. Reste que les termes dans lesquels se pose ce débat sur l'efficacité de la politique monétaire - « règle versus discrétion » - manifestent que l'objet problématique ciblé est bien l'inflation. Car l'objectif principal par lequel la performance gouvernementale est évaluée, est bien la stabilité du niveau général des prix.

Bref, à l'heure actuelle, dans ces discours controversés, point n'est question de s'informer des préférences collectives en matière d'inflation. Les difficultés techniques d'une telle entreprise ont depuis un demi-siècle découragé les efforts les plus naïvement positivistes⁵. Pour fixer la cible souhaitable à défaut d'être souhaitée, la résolution de ce problème politique est dès lors déduite de

⁴ « Le développement d'un savoir scientifique est impossible à comprendre sans prendre en compte les changements dans les mécanismes de pouvoir. Le cas typique serait celui de la science économique. » [Foucault, 2001, p. 533]. Et sur les rapports du virtuel et de l'actuel, voir : Granger [1995].

⁵ Ces difficultés d'agrégation des préférences dans la TCR étant bien connues, il ne semble pas nécessaire ici d'en faire le détail bibliographique.

termes strictement axiomatisés. Ainsi, le discours économique s'épaissit en ce lieu, et couvre du sceau de l'arcane ce problème de la déperdition de valeur de l'unité sigle monétaire⁶.

Ainsi, le discours sur ce problème d'inflation s'organise autour d'un clivage entre un point de vue expert, savant, rationnel, et un point de vue profane, politique, intéressé. Nous reviendrons par la suite sur ce rapport du modélisateur à l'acteur, car c'est l'intégration explicite de ce rapport de points de vues relatifs *dans* la théorie qui a marqué le bouleversement épistémologique le plus considérable de la théorie économique de ces dernières décennies. Disons pour l'instant qu'aujourd'hui, le modélisateur subsume le caractère politique du problème de l'inflation sous le problème théorique de l'incohérence temporelle des préférences [Barro, 1974 ; Kydland et Prescott, 1977 ; Barro et Gordon, 1983]. On oppose ainsi un point de vue politique, caractérisé par sa portée de court terme, à un point de vue rationnel, caractérisé par sa portée de long terme. Bien entendu, l'objet n'est pas ici d'expliquer rigoureusement la théorie de l'incohérence temporelle, mais de souligner que cet objet épistémologique qu'est le problème de l'inflation a, progressivement au cours du XX^e siècle, quitté l'espace disciplinaire du savoir politique pour franchir intégralement le seuil de scientificité de l'économie.

1.2 La rationalisation du rapport du nominal au réel

Si l'on revient au début du siècle, la pensée de Max Weber concernant le problème de l'inflation peut y être considérée comme à cheval sur ce seuil de scientificité. A la fois théoricien du politique et économiste, Weber ne posait pas la dichotomie des points de vues sur la neutralité de la monnaie en termes de temporalités, mais en termes de niveaux d'abstraction de l'intérêt. En effet, pour le théoricien de l'idéal type, la dichotomie pertinente pour penser le problème de l'inflation n'est pas celle du court terme et du long terme, mais celle d'une rationalité matérielle et d'une rationalité formelle [Weber, 1971, p. 130 et s., et p. 227]. C'est que l'inflation reflète, cristallise un remarquable problème gouvernemental. Ce problème gouvernemental manifeste le problème de la rationalité sociale du rapport des valeurs nominales aux valeurs réelles : problème des conditions d'objectivité des jugements de valeurs.

Ces raisonnements illustrent l'idée wébérienne bien connue selon laquelle ce ne sont pas les idées économiques mais les intérêts économiques qui gouvernent le monde. D'où l'idée que la politique monétaire est l'enjeu suprême d'une instrumentalisation de l'économie par les groupements politiques, puisque l'économie conditionne la formation des groupes sociaux. Pour être plus clair, dans une économie transactionnelle (ou, ce qui revient au même, dans la dimension transactionnelle d'une économie), les groupes se forment selon une logique de lutte des prix, dans une économie réglementée, les groupes se forment selon une logique de

⁶ Sur le rôle de l'arcane dans l'art de gouverner, voir : Senellart [1995], Gauchet [2002], et par ailleurs : Keynes [1933, p. 58].

lutte des revenus, et dans une économie socialiste, les groupes se forment selon une logique de lutte des classes, car le caractère planifié de l'économique implique alors le confinement de la lutte dans l'espace politique. Et c'est de ce moment théorique que Weber construit sa fameuse typologie des dominations comme types de moyens dans cette lutte politique⁷.

Dans cette perspective, depuis l'effondrement du système de Bretton Woods dans les années 1971-73, le plus fondamental des changements est la responsabilité individuelle des banques centrales dans leurs performances en termes d'inflation. Le tournant des années 1970 aux années 80 voit en effet, premièrement, le basculement d'un régime politique de taux d'intérêts réels bas, voire négatifs, à un régime de taux d'intérêts réels élevés, deuxièmement, le basculement d'un rapport de forces d'abord favorable aux débiteurs⁸, ensuite favorable aux créanciers, et troisièmement, le basculement d'une doctrine de budget équilibré à une doctrine de budget structurellement déficitaire (qui force les rationalisations d'activités).

Ce basculement appelle un régime de monnaie forte qui implique une obsession de la restructuration de la productivité. C'est là le socle de l'intégration économique des nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi que des externalisations qu'elles permettent. Et, peut-être plus important encore, c'est maintenant, non plus l'inflation des prix des biens, mais l'inflation des prix des actifs financiers (sur lesquels le contrôle des autorités monétaires est bien plus flou), qui emballe le crédit, et détermine donc le volume et la vitesse de circulation des masses monétaires.

Bref, depuis cette conception, avec un objectif secondaire de stabilisation des fluctuations économiques, on voit l'inflation et sa prévention comme l'objectif macroéconomique principal des banquiers centraux modernes, afin de prévenir « les épidémies de décisions irrationnelles ». Comme le soulignent Aglietta et Orléan, le schéma opératoire a profondément changé⁹.

1.3 Inflation et gouvernance

⁷ Cf. Weber [1971], p. 285 et s. Cela dit, il est tout à fait remarquable que l'on étudie les types de domination habituellement hors de leur contexte : le problème de l'inflation. En fait, cette occultation pédagogique est une véritable énigme.

⁸ Notamment parce qu'en phase inflationniste, les taux d'intérêts réels réalisés sont inférieurs aux taux d'intérêts anticipés.

⁹ « Dans un univers économique hanté en permanence par l'opinion financière, la politique monétaire est au poste de commande. C'est elle qui totalise les effets de tous les autres aspects de la politique économique sur l'équilibre macroéconomique. Elle ne peut le faire [désormais] que si elle est stratégique. » [Aglietta et Orléan, 2002, p. 239]. Aussi, si l'on se pose la question de savoir combien de titres la *Fed* doit acheter pour faire baisser le taux d'intérêt, explique Léonard Rapping, la réponse ne mobilise plus du tout les mêmes perspectives théoriques. Avant son opération d'*open market*, elle prépare le terrain d'une propagande sur l'efficacité de sa démarche par une sorte de « persuasion morale », elle organise des dîners, des cocktails etc. pour répandre la « fuite », la rumeur. Dans les années 1950 elle n'avait pas la moitié de ce qu'elle a à faire aujourd'hui pour être crédible, il y a une plus grande élasticité psychologique à cause de l'incertitude. Voir Rapping in Klamer [1988, p. 298].

Ainsi se forge la composition du problème de la gouvernance, comme pli du problème de l'inflation, c'est-à-dire comme problème de la rationalisation des conditions de possibilité de la rationalité. Car il s'agit d'établir les conditions d'un rapport rationnel, univoque et dépolitisé, entre les acteurs et leurs contraintes budgétaires respectives. Afin que, bien informés par un système de prix stable, ils puissent mener leurs activités conformément à des choix rationnels optimisants. C'est que, la décomposition du système de Bretton Woods ne « libère » pas les banques centrales de leur responsabilité, mais au contraire l'inscrit dans un couplage plus serré avec leur Trésor national (et donc avec la performance de leur système économique national). En effet, depuis l'annonce de la fin de la convertibilité à 35\$ l'once d'or par la Fed en août 1971, les Etats-Unis se déchargeant de la responsabilité de la stabilité monétaire internationale, les banques centrales des autres pays n'ont eu d'autre alternative que de suivre la donne et de se charger de la responsabilité de leur propre standard d'inflation.

Pour expliquer ce point un peu plus en détail : la valeur d'une unité sigle monétaire tient à la crédibilité des contreparties qui président à son émission. Au-delà du stock d'or ou d'une devise ancrée sur l'or, le stock de créances publiques ne constitue un ancrage crédible de la base monétaire que si le gouvernement intègre dans sa contrainte budgétaire l'effet du multiplicateur monétaire. Or si la banque centrale est assujettie au gouvernement, rien ne le contraint à cela ; il peut « faire tourner la planche à billets » de manière souveraine, en émettant des dettes pour rembourser ses dettes. Par ailleurs, les créances privées résidentes sont solvables à la mesure de la crédibilité de la promesse des unités institutionnelles non financières (ménages et entreprises) de payer dans l'avenir, c'est-à-dire à la mesure de leur capacité à créer un flux futur et constant de valeur ajoutée. Leur satisfaction de leur contrainte budgétaire dépendra donc de leur performance à venir en tant que producteur. Ceux-ci se chargent donc, sous la supervision du système bancaire, de la responsabilité de la rationalisation de leur activité, ce qui réalise un dispositif d'autocontrôle [Deleuze, 1990, p. 246].

Bref, l'autorité monétaire elle-même se trouve inscrite dans un concept paradoxal d'autonomie, typique d'un schéma dit de gouvernance, c'est à dire de type Principal-Agent [Jensen et Meckling, 1976]. Localement déléguée et globalement intégrée, la politique monétaire est dès lors la surface d'application principale de la pratique gouvernementale sur l'entreprise. Ainsi, la récréation pris fin au tournant de 1973-79. La hausse soudaine des taux d'intérêt purgea le système de prix de son réjouissant signal keynésien. Le nouveau mode de régulation focalise sur la rationalisation de l'allocation des actifs, c'est à dire sur les conditions de l'offre de produit. La lutte contre l'inflation est désormais l'argument en dernier ressort des discours de justification des dispositifs réglementaires de l'élargissement des marchés¹⁰. Au tournant des années 1980, les besoins de dérégulation sont alors très

¹⁰ N.b. : « libéraliser » c'est avant tout responsabiliser une unité institutionnelle (centre élémentaire de décision autonome) quant à sa contrainte budgétaire. « La théorie économique, comme tout savoir à vocation scientifique, n'a pas seulement pour objectif de comprendre les phénomènes afin d'agir sur eux. Elle propose également une représentation rationnelle de la société ayant une vocation identitaire – qui et que sommes-nous en tant qu'agents économiques ? – nous permettant de nous situer et de justifier nos actions – qu'est-il légitime de faire dans notre société ? Quelle est notre responsabilité ? » Cf. Cartelier [1996, p. 24].

forts. Ainsi se développe un mouvement d'externalisation généralisé qui concentre les savoir-faire et redistribue les coûts de transactions [Aglietta et Rebérioux, 2004].

1.4 Gains de productivité et optimalité des informations

Par des dispositifs de révélation adéquats, l'exploitation maximale de toute l'information contenue dans le système organisationnel permet de maximiser le rendement des fonds propres comme de la masse salariale, par l'exploitation optimale des rendements d'échelles.

Le dispositif de révélation de l'information utile aux ajustements structurels est le marché¹¹. Seulement, l'optimalité du signal produit par ce dispositif est dépendant de la structure de disponibilité, de la complétude, et de la perfection de l'information qui fonde les comportements concurrentiels [Lucas, 1972, 1973]. Le modèle utilisé par l'autorité gouvernementale pour ajuster sa politique économique étant lui-même l'élément central de cette information [Lucas, 1976]. Ainsi, il apparaît que l'efficacité de l'ajustement structurel dépend de la cohérence et de la fiabilité des représentations des acteurs économiques.

Or, dès que le problème gouvernemental comprend cette connexion du dispositif juridique d'allocation des matérialités qu'est le marché comme ensemble de règles d'enchères, d'avec la dimension formelle des disparates d'information, de représentations et de croyances des acteurs de marché, il se pose une double série de nouveaux problèmes quant à l'efficacité économique de ce complexe pouvoirs-savoirs. Le problème de l'efficacité des marchés (dit de « market clearing ») qui consiste en la transformation de plans optimaux en comportements optimisateurs, devient effectivement central. La première série de problèmes analyse le degré de fiabilité du signal prix d'équilibre issu d'ensembles plus ou moins parfaits d'informations à l'entrée du dispositif marché (Lucas en pose les premiers jalons dans Lucas [1973], en montrant comment l'hypothèse d'anticipations rationnelles implique des contraintes sur les paramètres de la règle de la politique monétaire suivie¹²)¹³. La seconde série de problèmes consiste à proposer un cadre d'analyse, plus ou

¹¹ Sur ce point, la doctrine libérale hayékienne (cf. Friedman, [1962]) souligne la prééminence de l'économie sur le politique, de la liberté sur la souveraineté [Foucault, 2004]. Cela relève de la philosophie implicite de la main invisible : parce que sans liberté, pas de révélation, sans révélation pas d'effet efficace du dispositif, sans effet efficace pas de légitimité, et sans légitimité pas de souveraineté. Foucault résume la position néolibérale hayékienne dans le principe suivant : *Il faut* les individus libres d'exercer leur rationalité, sans quoi, le marché n'est pas le lieu révélateur de l'*a priori* ontologique, donc pas légitime pour gouverner en vérité les actions, à la place de la souveraineté discrétionnaire de l'Etat. Liberté, rationalité et équilibre sont donc postulés dans les modèles de la NEC. Cette axiomatique permet idéalement la formation libérale rationnelle des institutions [Ingrao et Israël, 1990]. Et considérant que les agents sont intéressés à avoir un usage rationnel de leur rationalité, il s'agit ensuite de la volonté d'implémentation du modèle au motif de l'efficacité de son effet anticipé. Cela motive la création de l'ensemble institutionnel défini *a priori*, et donne donc lieu à la réalisation tendancielle des hypothèses du modèle [Mouchot, 2003, p. 420], cf. : Akerlof [2005, notamment p. 1-14, 194-208, et 472-503].

¹² Rem. : c'est, à la suite de Friedman (règle du k%), le point de départ du problème de la règle de politique monétaire, qui connaîtra un développement considérable dans les années 1990, notamment dans la célèbre « règle de Taylor », cf. Taylor [1993].

¹³ Problème du *market clearing* en information imparfaite : « En résumé, il apparaît que si les décideurs de politique souhaitent prévoir la réponse des citoyens, ils doivent les informer. » Lucas [1976, p. 126]. Voir par

moins critique, du degré de cohérence du prix d'équilibre produit par des structures informationnelles, c'est-à-dire produit par des représentations, plus ou moins complètes à l'entrée du dispositif marché¹⁴.

Ce seuil de la révolution cognitive de l'économie politique, par la considération du rapport stratégique du « policy maker » à l'acteur, ouvre un abîme spéculatif sous les pieds du modélisateur. C'est à dire que, d'une part le développement des surfaces d'application des marchés implique des dérégulations. Cette flexibilisation croissante des interactions économiques produit de manière globale un environnement plus fluctuant qui alimente en retour une plus grande volatilité de l'information, et accroît donc son degré d'imperfection [Aglietta et Rébérioux, 2004]. D'autre part, l'intégration de plus en plus globale des marchés intensifie les enjeux des considérations d'interactions complexes d'effets externes. Le degré d'incomplétude de l'information s'accroît alors en correspondance de l'inquiétude, c'est-à-dire de la connaissance de l'ignorance.

Le système de marché, décroché de son ancrage nominal jusque là juridiquement intégré au politique, se découvre une très forte sensibilité aux chocs, c'est-à-dire aux basculements soudains d'états de faits, aux surprises, et c'est là sa grande surprise.

2 La révolution cognitive de l'économie politique

2.1 L'approfondissement du problème économique : « de la conscience de la rareté à la rareté de la conscience »

Le problème gouvernemental non seulement s'est déplacé, mais encore s'est épaissi. C'est que, la terraformation du terrain de jeu en système de marchés de concurrence pure et parfaite ne s'est pas faite sans faille. La clôture de l'entreprise sur la dimension cognitive ne se fait pas sans la formation d'un pli.

En effet, si c'est ainsi que s'enclenche le basculement épistémologique de la révolution cognitive de l'économie politique, le passage « de la conscience de la rareté à la rareté de la conscience » [Gazier, 1996, p. 43]¹⁵. Alors à ce moment là, le problème n'est pas d'établir

ailleurs : Hurwicz [1972], Coddington [1976], Grossman et Stiglitz [1976], Stiglitz et al. [1977], Sargent [1978], Jordan et Radner [1982], Hahn [1984], Stiglitz [1985], et pour une synthèse des contributions sur ce sujet : Pesaran [1987].

¹⁴ Problème du *market clearing* avec multiplicité des représentations, c'est-à-dire en information incomplète : Cyert et De Groot [1974], Sargent et Sims [1977], Gouriéroux, Laffont, et Monfort [1978], Townsend [1983], Grandmont [1985], Hurwicz [1986], et pour une synthèse des contributions sur ce sujet : Phelps [1992] et Sargent [1996]. Cela dit, Lucas s'est toujours refusé de discuter de ses modèles en termes de formalismes bayésiens.

¹⁵ Par ailleurs voir : Akerlof [2005], et Mc Fadden, [2013, p. 15 et 20-2].

l'antécédence temporelle de la théorie sur les dispositions pratiques, ou la composition de la théorie comme conséquence de nouvelles pratiques, mais bien plutôt de simplement constater, face à l'impasse gouvernementale de la stagflation dans les années 1970, la survenue extraordinairement cohérente de la Théorie des anticipations rationnelles insérée progressivement, au nom de la Critique de Lucas, dans les modèles macroéconomiques opérationnels des autorités monétaires, comme nouveau mode d'articulation du théorique et du pratique, comme ancien effet et nouvelle cause de l'enchevêtrement du savoir et du pouvoir. C'est que, le problème gouvernemental d'homo oeconomicus n'est plus seulement disciplinaire (« Classique »), le problème n'est plus de savoir comment combiner dans l'espace et le temps des moyens de production afin de produire un effet optimal. Plus en amont, le problème gouvernemental d'homo oeconomicus devient probabilitaire (« Nouveau Classique »), il s'agit de savoir comment exploiter l'information qui permet d'optimiser la solution de son problème d'optimisation [Foucault, 2004].

Ainsi, en remontant le niveau d'analyse de l'efficacité de la politique économique aux conditions de possibilité informationnelles de l'efficacité de la politique économique [Lucas, 1976], le rapport différentiel du pouvoir au savoir franchit le seuil de scientificité, devient positivement et explicitement objet de science, ce qui manifeste une rupture épistémologique majeure [Deleuze, 1986, 1990]. Maintenant, sachant que cet état de rapports de forces (concurrence cognitive dans le cadre d'un libéralisme épistémique) est le socle du stratifié formel (théorie orthodoxe), quel doit être l'état de ce stratifié pour rester stable sur ce sol mouvant et virtualisé (univers controversé)¹⁶ ? Un état non pas formellement fiable a priori de son application pratique car ce serait contradictoire avec la Critique de Lucas, mais un état fortement connexe compact, cohérent, ou pour le moins, standard¹⁷.

2.2 Le basculement épistémologique

Ainsi, avant les années 1970 la formation discursive keynésienne reposait comme en quelque sorte en parallèle sur son sol diagrammatique. Durant les années 1970, le diagramme de l'économie politique bascule, par la maturation des sciences cognitives. Le programme keynésien se trouve alors en quelque sorte désaxé, sécant, diagonal au socle épistémologique de l'économie politique [Dosquet, 2001, 2012]. Ce sol est dès lors par définition en parallèle avec la formation discursive de la Nouvelle Economie Classique. Le point de bascule correspond au problème de l'inflation.

Il en résulte que, après les années 1970, le programme keynésien apparaît comme désarticulé dans l'espace des savoirs. Il est en contact/débat avec la formation discursive de la NEC au point du problème du chômage. Il est également en contact avec le socle épistémologique de l'économie politique au point infra-scientifique, métaphysique - qui n'est plus un objet de discussion scientifique

¹⁶ Autrement dit : à quelles conditions la théorie néoclasique peut-elle persister comme orthodoxie de la science économique malgré l'accumulation des anomalies empiriques ?

¹⁷ La théorie économique doit être elle-même efficace, en ce sens qu'elle doit être convaincante et provoquer la convergence des représentations afin de stabiliser le comportement d'une population. Voir Lucas [1980a, p. 272] qui se réfère à Simon [1969] (le modèle n'est pas une représentation de la réalité, mais une « interface » efficace), ainsi que Lucas [1980b]. Par ailleurs, voir : Lucas [1988b], et Sargent [1996].

légitime - qui est de savoir s'il existe des forces d'oppression dans la rationalité (esprits animaux). En ce sens, la formation keynésienne et son hypothèse de chômage involontaire apparaissent depuis comme incohérente par rapport au principe de responsabilisation des agents (c'est-à-dire l'externalisation généralisée, qui est aussi bien l'intégration généralisée, de la contrainte budgétaire)¹⁸.

Ainsi, la raison du succès de la nouvelle macroéconomie classique n'est pas sa fiabilité, mais sa cohérence, sa cohérence entre le scientifique, le théorique, et l'infrascientifique, l'idéologique, l'a priori, la pratique. Ce sol « infrascientifique » étant composé de disciplines, de savoirs, de pratiques discursives [Foucault, 1969].

Depuis, la règle de formation des objets scientifiques (cognitivist : en termes de problèmes d'information) manifeste une rupture archéo-généalogique, une nouvelle manière de définir des variables et des paramètres pertinents dans la fonction, dans le modèle d'explication des données¹⁹. Cette nouvelle méthode d'implication de la macroéconomie dans son objet (la théorie informe les anticipations des acteurs sur la base de l'ajustement optimal de leur règle de comportement), ce nouvel usage des modèles pourrait être appelé déductivisme²⁰. C'est que les formalismes économiques se déduisent désormais paradoxalement d'un postulat de rationalité pure et parfaite des agents [Malgrange, 1996].

2.3 L'élévation du problème stratégique au niveau épistémologique

Depuis ce basculement, le problème est bien celui de l'actualisation gouvernée du virtuel par un procès de standardisation. C'est que, si la politique de la banque centrale est conditionnée par le politique, c'est-à-dire par les représentations des agents, alors la rationalité matérielle inclut la rationalité formelle (et le problème relève d'une sociologie politique²¹). Dès lors, l'équilibre stratégique entre l'autorité monétaire et les acteurs économiques est l'objet d'une résolution conventionnelle [Townsend, 1978]. Mais si le prix est fonction du prix anticipé, alors surgit le risque d'une dérive autoréférentielle. Face à ce problème, Lucas renvoie dos à dos le monétarisme et son taux naturel et le keynésianisme et son procès de convention. Car anticiper une variable exogène comme un état de la nature par exemple, n'est pas comparable à l'anticipation du comportement d'une institution

¹⁸ Cf. Devroey [2004].

¹⁹ Notamment : l'hypothèse de chômage volontaire n'est peut-être pas positive, mais elle est efficace dans ses implications de politique économique. Or, pour insister sur ce point central chez Lucas, la science économique doit être elle-même efficace. cf. Lucas [1977, p. 217]. Voir également Lucas [1988a, p. 5] et Sargent *in* Klamer [1988, p. 96]. « Notre activité théorique se concentre sur des résultats et non sur des processus. » [Robert Lucas *in* Klamer, 1988, p. 72]. Pour une discussion de la conception lucasienne de l'opérationnalisme par rapport à l'acceptation usuelle du terme en épistémologie, voir Franc [1997].

²⁰ Lawson [2003, p. 4], Hahn [1984] parle de « modèle à rôle négatif », Hausman [1992] de « clôture dogmatique », Mouchot [2003, p. 434] de « démarche inversée », et Hoover [1995], [2005], de méthode par « modèle benchmark ». C'est une méthode - une règle de formation des objets - qui vise, par la confrontation d'un système formel avec les données d'un système cible, à ajuster les propriétés structurelles du système cible.

²¹ Dans l'hypothèse du retour à cette configuration dans la zone euro, voir : Sapir [2013].

dont on sait désormais qu'il dépend de son anticipation des anticipations elles-mêmes²². Ce n'est plus seulement un problème théorique d'optimisation mais un problème de jeu, un problème stratégique²³.

En effet, la standardisation cognitive produit de cette Théorie du Cycle à l'Equilibre d'Anticipations Rationnelles vise la stabilisation du cycle par une optimisation de l'équilibre, c'est-à-dire par une rationalisation de l'allocation, qui implique un ajustement de la politique économique sur un nouveau critère, en amont de l'actualité des gains de productivité, un critère plus virtuel : l'effet incitatif des structures informationnelles (dont le modèle fait partie au premier titre).

C'est que, pour la Nouvelle Ecole Classique, l'imperfection n'est plus celle des marchés mais de l'information [D'autume, 2000 ; Malgrange, 1996]. En effet, l'hypothèse d'anticipations rationnelles ne présuppose pas un traitement parfait des informations par les agents économiques, mais plutôt une convergence des représentations entre le modèle et les schémas de représentations des agents économiques [Azariadis et Guesnerie, 1982 ; Mouchot, 2003 ; Akerlof, 2005]. Car si les équilibres sont nécessaires *a priori*, ils ne sont pas nécessairement optimaux. « Quant ils ne le sont pas, nous analysons les institutions et les interventions gouvernementales susceptibles de pallier cette non-optimalité. C'est le but même de l'analyse de politique économique avec anticipations rationnelles. » [Thomas Sargent *in* Klamer, 1988, p. 97].

Alors, considérant que l'hypothèse d'anticipations rationnelles provoque une extrapolation intertemporelle de l'équilibre, Bernard Guerrien parle d'un « fanatisme anti-perturbations »²⁴. En effet, on voit que c'est ainsi sur ce point de la détermination de trajectoire intertemporelle optimale de l'emploi du facteur travail²⁵ que l'exercice de la gouvernamentalité libérale d'après 1945 va venir faire un pli [Foucault, 2004]. C'est en effet pour la justification rationnelle de cette inclusion/exclusion d'une partie de l'offre de travail, c'est pour justifier la légitimité, la rationalité de la résolution de ce problème de sacrifice (que les mathématiciens appellent « problème du sac à dos »), que la gouvernamentalité libérale génère un nouveau discours.

²² En effet, le résultat d'impuissance des politiques économiques dépend dès lors des croyances des agents dans tel ou tel modèle au fondement de leurs anticipations. Par exemple, dans le cadre d'un modèle keynésien de relance de la Demande globale, pour peu que les entrepreneurs interprètent l'expansion de la masse monétaire comme vecteur de détente des taux d'intérêt plutôt que comme impulsion d'inflation, ils relanceront leurs projets d'investissements et d'embauche, voire augmenteront leur production par anticipation. L'hypothèse d'anticipation rationnelle rendrait alors la politique économique beaucoup plus puissante, voire même à la limite jusqu'à rendre son effectivité inutile. Or c'est ici que le résultat de puissance est asymétrique puisqu'en fait le gouvernement ne pourrait duper les agents qu'une fois en n'appliquant pas la politique annoncée et en laissant la société civile s'ajuster et réaliser la convergence sur la saillance avant même sa création effective. Or la faible crédibilité des annonces de politiques conjoncturelles de relance est devenue une connaissance commune : pour la démonstration de cette dérive fatale, voir Lucas [1976, p. 114-5], et sur la « fatalité » du développement théorique lié, voir Lucas [1980a, p. 283 et 292]. Ainsi, c'est un simple petit modèle qui a répandu largement la thèse de l'inefficacité des politiques anticipées : Sargent et Wallace [1975].

²³ Hoover [1988, chap.8], [1992], parle de « super-jeu ». Par ailleurs, cf. Townsend [1978], établissant le constat analogique entre EAR et équilibre de Nash.

²⁴ Cf. Guerrien [1992], [1999].

²⁵ Rem : problème déjà central aux yeux de Frank Ramsey [1928], et résolu pragmatiquement par Keynes grâce à l'emploi de la métaphore de l'esprit animal des entrepreneurs.

En effet, ce problème d'optimisation intertemporelle peut trouver de nouvelles voies de résolutions à partir de l'introduction de nouveaux outils mathématiques au début des années 1960. Le cycle est alors considéré comme l'adaptation optimale d'une économie à l'équilibre, et non plus la manifestation d'un déséquilibre autour d'une tendance²⁷. Dès lors, l'équilibre est intemporel puisqu'il consiste en une compensation générale de toutes les transformations virtuelles du système.

Mais, dans ce contexte, l'usage de nouveaux outils mathématiques n'est pas seulement la conclusion externe d'une « attraction formaliste » [Caro, 1996]. Cet usage ouvre la voie interne d'une standardisation, corrélative de l'introduction de l'hypothèse d'anticipation rationnelle dans la conception de l'équilibre : le modèle de politique économique optimal se présuppose comme standard d'ajustement de la politique économique connu par les agents [Hands, 1990].

2.4 Anticipations rationnelles, changements de règles de comportements et stratégie de politique économique

Puisque les agents changent leurs règles de comportements quand l'autorité gouvernementale change la sienne²⁸, le problème est dès lors celui de la configuration normative (modèle rationnel compris) qui conditionne les règles de comportements des agents et leur transformation optimale²⁹. Ainsi, Lucas propose une solution radicalement nouvelle pour lever le problème inévitable de l'indétermination stratégique des termes de l'échange : le modélisateur doit formaliser les règles qui permettent d'identifier l'équilibre [Lucas, 1976, p. 126]. Dans la « discipline à l'équilibre » chère à

²⁷ « Les progrès de la théorie économique se sont toujours identifiés à des approfondissements de la notion d'équilibre. » [D'Autume, 2000, p. 431]. En effet, Lucas [1972, « introduction »] : « Les résultats substantiels développés ci-dessous sont basés sur un concept d'équilibre qui est, je crois, nouveau. » Il fait référence aux récentes avancées mathématiques dans le domaine de la programmation dynamique, voir l'ouvrage de référence à cette époque (publié dans la même édition que les « Monographs » de la Cowles' Commission) : Pontryagin [1962], ainsi que Bellman [1957], et Whittle [1983], par ailleurs cf. Lucas et Sargent [1978, p. 311], et Sargent [1987a, p. xvii-xxii].

²⁸ N.b : point central de la Critique de Lucas, le principe fondamental derrière est que tout comportement d'agent est en fait fonction du comportement de l'autorité gouvernementale.

²⁹ Le modèle n'est donc pas une simple forme réduite de mise en rapport économétrique de séries temporelles, il a une portée explicative microéconomique, voir : Lucas [1988b, p. 6]. Sur les difficultés de spécifications des paramètres variables dans le temps sur la base de méthodes d'estimation de simples formes réduites par régressions linéaires, voir Judge et al. [1980, chap. 10], Bray et Savin [1986].

³¹ Pour la source, voir : Popper [1957, p. 141], et puis [Lucas, 1980a, p. 282-91, notamment p. 290 : « C'est l'hypothèse d'équilibre concurrentiel qui permet au comportement de groupe d'être prédit à partir de la connaissance des préférences individuelles et de l'état de la technologie et ce, sans l'ajout de quelconques paramètres libres ou hypothèses ad hoc. » Par ailleurs « La force des anticipations rationnelles, c'est qu'elles imposent une discipline d'équilibre général. De pouvoir modéliser l'idée que les individus changent leurs règles de décision quant le gouvernement change sa politique économique nous [Lucas, Wallace, Prescott, Sargent] a fait tourner le dos à Keynes, c'est-à-dire au modèle Fed-MIT (dans lequel les erreurs systématiques d'anticipation sont exploitables par une politique monétaire et fiscale actives pour influencer l'emploi). Peu importe les variables qui entrent dans la fonction d'anticipation, l'important, c'est qu'une théorie de l'anticipation étant rationnelle, elle prévoira que les règles de décisions changeront systématiquement avec le changement de la politique économique gouvernementale. Les règles de décision sont dès lors l'issue de problèmes d'optimisations. » [Thomas Sargent in Klamer, 1988, p. 96]. Et voir : Lucas [1976, p. 114-115], Sargent [1987a, p.xvii-xxii], et Sargent [1987b].

Robert Lucas³¹, le modélisateur « à l'équilibre » s'identifie au commissaire priseur, opérateur nécessaire mais impossible, c'est-à-dire opérateur virtuel du point de vue actuel³². Car, à l'instar des transactions qui ne s'effectuent réellement qu'à l'équilibre, après la phase virtuelle du tâtonnement, les vertus épistémiques de la multiplicité des représentations sont dégradés au rang de moyens transitoires afin de sélectionner le « relevant model ». Les politiques seront menées afin de procurer des opportunités de profit à ceux des agents qui auront ajusté leurs comportements selon ce modèle³³. Les politiques seront idéalement conduites comme si les agents étaient l'agent représentatif, non pas que ce soit le cas « en réalité », non plus qu'ils se comportent effectivement comme tels, mais se comporter « comme si » est la meilleure réponse stratégique qui leur reste à disposition dans le cadre d'une politique fondée sur un tel modèle³⁴. En fait, ces ajustements ne sont pas nécessairement immédiats, il faut juste calibrer leur rythme souligne Sargent [Sargent *in* Klamer, 1988 ; Chow, 1980 ; Sims, 1980]. En outre, les politiques ont probablement plus d'effet sur l'économie lorsqu'elles s'appliquent par une modification de règles, « bien interprétée » par les agents³⁵. D'une certaine manière, les modèles de la nouvelle macroéconomie classique sont des modèles-télévisions³⁶. Sur ce point, Sargent ne fait pas de mystères et donne à voir son point de vue : « Les croyances des gens ne sont pas les inputs mais les produits des théories des économistes. » [Sargent, 2005, p. 564].

Ainsi, la question théorique de la rationalité des agents se trouve doublée, enveloppée dans la question pratique de la rationalité de l'organisation sociale de la rationalité³⁷. De là, c'est un ordre cognitif qu'il s'agit de former, une épistémologie sociale, disons plutôt une économie de la connaissance scientifique [Hands, 2001]. C'est donc dans le cadre de la spécification de cette politique

³² Rem. : Foucault parlerait d'hétérotopie. Pour une réflexion sur ce point, voir : Petitot et Rosenstiehl [1974].

³³ Certes, des erreurs d'anticipations systématiques peuvent être trouvées dans des données passées, mais puisque les erreurs d'anticipations sont par définition aléatoires, sinon information, il ne serait pas rationnel d'attendre d'un schéma donné d'erreur d'anticipations qu'il prévale dans le futur, puisque le traitement économétrique les a identifiées comme tels, et que la politique économique se compose justement pour effacer ces schémas d'erreurs en les exploitant.

³⁴ Cf. Lucas et Sargent [1978, p. 309-310]. Ainsi, peu importe qu'ils connaissent ou non Robinson, peu importe le temps qu'ils mettront à se comporter comme lui, et peu importe la procédure d'apprentissage ou de convergence ou de mimétisme – comme on voudra – qui les guidera dans l'ajustement de leurs comportements par rapport à la norme [Lucas, 1974, p. 172], dans tous les cas, les rigidités et défauts d'ajustements se feront au profit des plus rapides à s'ajuster et au premier titre à l'auteur de la politique. Sargent s'explique : « L'anticipation rationnelle à l'équilibre implique qu'il n'existe pas de vastes potentiels de profits inexploités qu'il [l'économiste ou l'agent] ne puisse repérer. Et cela a un sens en tant que comportement humain, même si cela a des contradictions philosophiques. Cela dit je reste en quête de vérité pour des modèles plus robustes. » Thomas Sargent *in* Klamer [1988, p. 112-3].

³⁵ Kydland et Prescott [1977, p. 487] : « La théorie économique est utilisée pour évaluer les règles de politique alternatives, ainsi peut-être sélectionnée une politique avec de bonnes caractéristiques opérationnelles ». De plus, « dans une société démocratique, il est probablement préférable que les règles sélectionnées soient simples et facilement compréhensibles, il apparaîtra ainsi évident lorsque le gouvernement dévie de sa politique. Des arrangements institutionnels pourraient rendre long et difficile le processus de changement de règle hors de situations d'urgence. »

³⁶ Pour l'anecdote, le best-seller de Milton Friedman, *Free to Choose*, publié en 1980, réalise au pied de la lettre cette idée. Et plus rigoureusement, voir : Hurwicz [1986].

³⁷ Raymond Boudon formalisait ce chiasme ainsi : $M_t = M_t \{m_t [S_t (M'_{t-1})]\}$. Un phénomène social M est fonction d'agrégation d'actions individuelles m dépendant de la structure de situation S, elle-même affectée par les données macro-sociales M'. Cf. Boudon [1979]. Sachant que cette fonction d'agrégation n'est pas linéaire et laisse apparaître des effets « émergents » qu'il appelle effets de composition complexes, cf. Boudon [1992].

structurelle cognitive, faite de dispositifs d'incitations en tous genres, que se développe la communauté de problème actuelle : la gouvernance du développement du capitalisme actionnarial³⁸.

3 « Levelling the playing field »

3.1 Le problème de l'intégration de la contrainte budgétaire macroéconomique dans les comportements microéconomiques

L'inflation dépend d'un disparate de représentations, d'une distribution de représentations. Or les représentations reposent sur des croyances qui ne sont pas en soi « équilibrées ». Il existe une asymétrie de niveau entre l'intérêt (actif), qui peut être considéré comme un sujet de volonté intrinsèque, et la contrainte budgétaire (passif), qui ne s'incarne que dans un dispositif juridique formel extrinsèque : la comptabilité. Et tant que l'intérêt donne substance au dispositif véridictionnel (de révélation), alors que la contrainte budgétaire ne s'inclut que comme dispositif juridique, les représentations sont formées par une rationalité matérielle³⁹.

Le problème gouvernemental qui se pose est alors de savoir comment intégrer la contrainte budgétaire dans les représentations, de manière à ce la rationalité matérielle soit déterminé par une rationalité formelle (autonomie rationnelle). L'important n'est pas tant que Lucas ait formellement résolu ce problème, l'important c'est que le noyau d'hypothèses de travail qu'il a composé fait de la macroéconomie néoclassique le programme de recherche de résolutions formelles de ce problème.

Tant que les dispositifs juridiques permettaient le gouvernement matériel des comportements économiques, nul n'était nécessaire de se soucier de leur dimension cognitive. Mais lorsque les distributions de probabilités s'instrumentalisent en asymétries d'informations pour créer des situations d'aléa moral aux dépens de l'autorité gouvernementale (comme expérimenté par la *Fed* durant les années 1960 et 70⁴⁰), le problème cognitiviste de la gouvernance se compose alors au devant de la scène théorique.

3.2 Comportements incités par les risques et actualisations des structures de risques

³⁸ N.b. : Aglietta définit la gouvernance d'entreprise comme un ensemble de dispositifs, institutions, procédures qui déterminent l'exercice du pouvoir dans les entreprises. Pour une analyse généalogique de la notion, voir : Moreau Defarges [2001], Borot [2002].

³⁹ Ainsi, la structure organisationnelle en cours d'oligopolarisation raisonne paradoxalement avec un discours pregnant sur les vertus rationalisantes de la concurrence. C'est que, tout comme le discours du leadership fonde l'identité d'une entreprise au-delà du discours sur la saine concurrence, l'asymétrie d'information devient la règle fondatrice de la création de valeur, là où la valeur de vérité du système de prix est la valeur d'efficacité suprême revendiqué par les discours justifiant les mesures de dérégulations, cf. Neveu [1997].

⁴⁰ Cf. Aglietta et Orléan [2002, chap. 6].

Le problème gouvernemental cognitiviste est que le comportement de l'acteur économique est fonction d'une structure de risques. Or celle-ci est mouvante. Les transferts de risques entre entreprises se font à travers leurs échanges d'actifs financiers⁴¹. Cette dimension des comportements économiques est donc dans un rapport différentiel (« devenirs ») d'avec celle du secteur bancaire qui modèle les structures de risques. D'où la question gouvernementale suivante, corrélative de l'hypothèse d'efficience : l'ajustement des comportements des acteurs économiques est-il parfaitement coïncidant avec les transferts de risques réalisés sur les marchés financiers ? Sinon, quel est le mode de correspondance entre ajustements de comportements et transferts de risques⁴² ?

En fait, il se pose de prime abord un double problème de médiation. D'une part les comportements dépendent non des risques mais des représentations des risques. D'autre part, le modelage structurel des risques est effectué par le secteur bancaire, à travers les transferts d'actifs financiers, qui ne forment pas un voile neutre, isomorphe et sans plis. Hormis le problème de la technique même de fabrication de ces actifs, et pour ne focaliser que sur les canaux de transmission, le problème c'est que ces transferts dépendent déjà des ajustements des comportements économiques des acteurs, mais aussi de la structure de risques interne au secteur bancaire, et puis de manière générale, de complexes disparates de représentations. A travers ces considérations, il se pose donc un intense problème d'harmonisation⁴³.

Bref, il y a prédominance de la rationalité matérielle du secteur bancaire dans l'usage gouvernemental de la raison statistique⁴⁴. La solution de principe serait que les banques devraient supporter plus de risques. Mais cette solution n'est pas sûre puisque la menace de risque systémique plane depuis le désengagement de la Fed et la décomposition du système de Bretton Woods, où le système repasse à un surplomb des créanciers sur les débiteurs [Aglietta et Orléan, 2002 ; Aglietta et Rebérioux, 2004].

Reste que, le secteur institutionnel d'allocation du capital concentre l'exercice du pouvoir - de défection - dans le système capitaliste, en toute logique. La crise dans les années 1960 et 70 était donc l'arrivée à maturité de la manifestation de cet état de rapports de forces.

Voilà pourquoi Lucas [1972] est en fait immédiatement lu à l'époque, non comme un modèle théorique abstrait s'inscrivant dans des débats académiques au long cours, mais comme un modèle de résolution d'un problème gouvernemental de toute première importance : si ce n'est par une intervention quantitative, comment absorber efficacement les chocs monétaires ? En les considérant comme des chocs cognitifs (que les chocs soient réels ou nominaux, dans les modèles de la NEC (RBC inclus), ils transitent comme signaux, à travers les comportements des agents [D'Autume, 2000]). Voilà aussi pourquoi la compréhension de la portée exacte de cette composition ne s'est faite

⁴¹ N.b. : bien évidemment, dans cette gouvernementalité libérale probabilitaire, le secteur des assurances joue un rôle primordial, voir : Ewald [1986].

⁴² Cf. Pastré et Vigier [2003].

⁴³ Voir notamment : Chiapello et Boltanski [1999], Chiapello et Desrosières [2003], Brian et Walter [2008].

⁴⁴ Voir notamment : Scott [1997], Sapir [1998], Lordon [2002].

que très progressivement par la suite, créditant comme en retour, d'un succès académique qui semblait déjà acquis *par ailleurs*⁴⁵. Depuis, les banques se livrent une guerre cognitive et computationnelle sans merci. Cette concurrence computationnelle se livre dans l'espace virtuel de la raison statistique, que les marchés financiers actualisent.

3.3 Standardisation de la théorie et rationalisation des ajustements de comportements

Ainsi, à partir de l'avènement à *sa raison propre* d'un art de gouverner par la production de vérité, se compose une économie cognitive⁴⁶. En effet dans les années 1970, un basculement de régime de véridiction (mode de production du vrai/faux : de structuraliste à cognitiviste) a correspondu avec un basculement de technologie gouvernementale (de disciplinaire (loi) à probabilitaire (risques)) [Castel, 1981 ; Dosse, 1995 ; Foucault, 2004]. C'est-à-dire que le problème de « market clearing », le problème de l'efficacité du marché, se trouve chargé d'une nouvelle dimension problématique : produire spontanément, c'est-à-dire en tous points du réseau d'interactions marchandes, l'ajustement rationnel des comportements. Apparemment, rien de neuf sous le soleil... sauf que, le rationnel s'est ouvert d'une strate en perpétuelle ouverture, sur un diagramme d'actualisation des structures de risques.

Ainsi, la Macroéconomie Nouvelle Classique propose une compatibilité complète avec les divers « modules » de la microéconomie standard. De sorte qu'au tournant des années 1970, l'analyse des échanges s'est intégrée relativement soudainement dans une vaste « théorie des contrats »⁴⁷, qui elle-même s'emboîte dans le cadre d'interactions stratégiques formalisées par la théorie de la décision et la théorie des jeux⁴⁸. De l'analyse d'interactions entre partenaires à l'analyse d'interactions entre sujet de connaissance et environnement en vue de maximiser les gains d'information, l'articulation s'est faite quasiment immédiatement, ce qui a participé considérablement à la consolidation épistémologique d'un noyau théorique [Maddock, 1984].

⁴⁵ « Nous n'étions pas conscients de la portée politique et méthodologique de nos travaux alors. » Léonard Rapping *in* Klamer [1988, p. 290].

⁴⁶ D'un point de vue foucauldien, le problème gouvernemental (le problème de l'exercice du pouvoir, de l'acte sur les actes) est indissociable de la problématique épistémologique d'un régime de véridiction (règle de partage du vrai et du faux) ; cette problématique du gouvernement de soi (d'une population) par la production de vérité se condense dans le concept de gouvernementalité : « Mon problème, c'est de savoir comment les hommes se gouvernent (eux-mêmes et les autres) à travers la production de vérité (je le répète encore, par production de vérité : je n'entends pas la production d'énoncés vrais, mais l'aménagement de domaines où la pratique du vrai et du faux peut être à la fois réglée et pertinente). » [Foucault, 2001, p. 846].

⁴⁷ Dont l'apport fondateur est: Alchian et Demsetz [1972].

⁴⁸ Sargent *in* Klamer [1988, p. 93] : « Ce que nous faisons est naturel et inévitable en tant que développement intellectuel, c'est une voie qui allait se développer. La thèse fondamentale selon laquelle [...] les agents ne prennent pas une décision ponctuelle, ils choisissent une règle de décision, [...] les agents évoluent dans un contexte dynamique et incertain, et qu'ils sont partie prenante des considérations stratégiques, est apparue dans d'autres domaines, tels que ceux de l'organisation industrielle, [...] c'est un langage neuf en macroéconomie mais il serait exagéré de dire que nous l'avons inventé. [...] L'hypothèse d'anticipation rationnelle amène à considérer l'optimisation des anticipations, c'est tout naturel. »

La NEC peut ainsi être définie par l'identification d'un noyau théorique standard⁴⁹. Celui-ci a ouvert à partir de l'espace orthodoxe du problème de l'inflation, un domaine de solutions au problème du gouvernement des effets coûteux de la confusion cognitive. Ce noyau se compose 1) d'une approche stochastique des chocs sur 2) l'équilibre d'un programme d'optimisation intertemporel d'utilité 3) déductivement réalisé par 4) l'opération d'une hypothèse d'anticipations rationnelles.

Par conséquent, cet usage déductiviste du concept d'équilibre emporte toute l'économie politique vers un problème de la rationalité de l'organisation sociale de la rationalité⁵⁰. Car l'hypothèse d'information complète⁵¹, projetée dans une configuration stratégique (où il s'agit d'anticiper les anticipations des autres, ce qui implique de se représenter leurs représentations), recouvre le domaine d'objets de la rationalité d'une dimension spéculative. Une épaisseur, une strate spéculative où l'épistémologique se trouve plié dans le théorique. Ce qui déplace le centre des controverses macroéconomiques, du problème de la validité empirique des modèles au problème de la crédibilité des modèles⁵².

Dès lors un ajustement est rationnel à mesure de sa fiabilité. Et l'on ne peut tenir un comportement pour fiable parce que, mineur il obéit à un dispositif juridique imposé par une autorité externe tenue pour légitime et souveraine, mais parce que majeur, il repose sur une croyance tenue pour vraie et justifiée⁵³.

Conclusion

Selon Foucault, la spécificité de la transformation épistémologique des années 1970 procédait non pas tant d'une crise du capitalisme mais d'une crise de la pratique gouvernementale⁵⁵. Et en effet,

⁴⁹ Ce que l'on appelle, dans l'épistémologie foucauldienne, un ensemble d'énoncés régisseurs, cf. Foucault [2001, p. 143-4].

⁵⁰ Espace problématique fondamental de l'épistémè cognitiviste en sciences sociales, identifié par l'épistémologie sociale d'Alvin Goldman qui dépasse parfaitement la tension épistémologique entre relativisme et rationalisme en posant la question suivante : comment les institutions s'organisent/doivent s'organiser pour produire des connaissances fiables ? Cette problématique retient la confiance (« reliability ») comme critère de validité d'une « connaissance fiable » constituée de croyances vraies et justifiées (« true justified beliefs »). Pour une critique de cette « économie de la connaissance scientifique », voir Hands [2001].

⁵¹ N. b. : qui est corrélatif de celle de commissaire priseur.

⁵² Lucas avait perçu cela dès 1976, voir Lucas [1981, p. 106-8, 114-5, 283, 289-90, 292], voir également Tobin [1980], et Robert Townsend *in* Klamer [1988] qui souligne que depuis la NEC, les désaccords portent plus sur la crédibilité d'un modèle que sur sa méthode. Et voir par ex. Goodhart [2009].

⁵³ Voir par ex. : Chiapello et Desrosières [2003], qui soulignent que les indicateurs de valorisation restent relatifs à des conventions techniques comptables légales ancrées sur la microéconomie néoclassique elle-même. De ce point de vue, les « valeurs fondamentales » constituent des ancrages dont la stabilité comporte un potentiel catastrophique à la mesure de l'instabilité des processus cognitifs qui les produisent [Brian et Walter, 2008]. Et sur la dichotomie mineur/majeur, cf. Foucault [2001, p. 1384].

⁵⁵ Sur cette crise du keynésianisme, voir Foucault [2004, p. 71-2], par ailleurs voir également Foucault [2001, p.532-3, 873-4, et p. 912-3].

manifestement le modèle de Lucas fut le seul à proposer une solution opérationnelle crédible et fiable, face au problème dans lequel se trouvait alors la politique économique.

Comme le montre la référence à la pensée de Max Weber, l'intuition que la stabilité du niveau général des prix manifeste un pur problème de stabilité des représentations n'était pas nouvelle⁵⁶. Mais Lucas en donne une résolution formellement standard et ouvre ainsi la porte à la révolution cognitive dans les sciences économiques.

Alors, le tournant des années 1970 consiste précisément en une escalade sémantique, pour le moins a priori des plus improbables, d'une rationalité formelle sur une rationalité matérielle. Un principe formel de stabilité des prix va trouver à s'imposer à un état des rapports de forces des acteurs jusque là favorable à une spirale inflationniste modérée.

Cela dit, dans la mesure où des finalités sociales s'étaient introduites dans les objectifs de politiques économiques depuis le milieu du XX^e siècle, la monnaie pouvait être considérée comme « politisée » dans le cadre du système de Bretton Woods. Hors de ce cadre, la doctrine d'indépendance des banques centrales se donne comme le signal du retour crédible d'un ancrage nominal fondé sur la rationalité de l'équilibre autoréférentiel au lieu de la convertibilité d'un stock limité. Il s'agit de dépolitiser la monnaie, pour en faire un objet naturel en vertu de son caractère massif. Mais cette mise à distance ne relève pas d'un naturalisme naïf, car elle s'apparente bien plutôt à un processus de sacralisation de la transparence. En effet, croire à une éthique de politique monétaire fondée en raison implique de croire en une source de souveraineté supérieure à la souveraineté nationale [Aglietta et Cartelier, 1998, p. 154].

C'est la doctrine ordo-libérale qui vient fonder cette primauté de l'éthique rationnelle sur le politique [Dehay, 1995]. L'objectif explicite de la constitution monétaire neutre est dès lors la protection de la liberté individuelle. Les prix doivent être de justes prix exprimant la volonté générale, permettant aux acteurs des décisions pures de toute aliénation, et donc une coordination parfaitement rationnelle. Dès lors la responsabilité de la banque centrale devant le politique est superflue. C'est que l'indépendance des banques centrales, en tant que « principe supérieur commun tacitement reconnu » [Aglietta et Cartelier, 1998, p. 156], est la forme institutionnelle d'une légitimité qui dépasse le cadre national.

Ainsi, la rationalité formelle surplombe effectivement la rationalité matérielle. Mais le renversement épistémologique qui l'accompagne est majeur : l'axiomatique étant fondée en principe, un usage déductiviste des modèles de politique économique, actualisant les structures juridiques sur la base d'une virtualité optimisée, percole dans les rapports du politique à la communauté scientifique de l'économie depuis les années 1970. Dans le réel, l'actuel est contraint par le virtuel.

⁵⁶ Voir par ex.: Simmel [1987, p. 643-50], et le chapitre sur l'inflation dans : Keynes [1933].

Bibliographie

- ABRAHAM-FROIS Gilbert, [1998], *La macroéconomie après Lucas*, Paris : Economica.
- AGLIETTA Michel, CARTELIER Jean, [1998], « Ordre monétaire des économies de marché », *La monnaie souveraine*, M. Aglietta et A. Orléan (dir.), Paris : Odile Jacob, p. 129-158.
- AGLIETTA Michel, ORLEAN André (dir.), [2002], *La monnaie entre violence et confiance*, Paris : Odile Jacob.
- AGLIETTA Michel, REBERIOUX Antoine, [2004], *Les dérives du capitalisme financier*, Paris : Albin Michel.
- AKERLOF Georges and al., [2005], *Explorations in pragmatic economics. Selected papers of Georges A. Akerlof*, Oxford: Oxford University Press.
- ALCHIAN Armen, DEMSETZ Harold, [1972], « Production, Information Costs and Economic Organization », *American Economic Review*, 62 (5), p. 777-95.
- AZARIADIS Costas, GUESNERIE Roger, [1982], « Prophéties créatrices et persistance des théories », *Revue économique*, 5 (sept.), p. 787-806.
- BARRO Robert, [1974], « Are Government Bonds Net Wealth? », *The Journal of Political Economy*, 82, 6, p. 1095-1117.
- BARRO Robert, GORDON David, [1983], « A Positive Theory of Monetary Policy in a Natural Rate Model », *The Journal of Political Economy*, 91 (4), p. 589-610.
- BELLMAN Richard, [1957], *Dynamic Programming*, New-Jersey: Princeton University Press.
- BOROT Luc, [2002], « Gouvernance », *Cités*, 9, p. 173-177.
- BOUDON Raymond, [1979], *La logique du social*, Paris : Hachette.
- BOUDON Raymond, [1992], « Action », *Traité de Sociologie*, Paris : PUF.
- BRAY Margaret, SAVIN Eugen, [1986], « Rational expectations equilibria, learning and model specification », *Econometrica*, 54, p. 1129-60.
- BRIAN Eric, WALTER Christian (dir.), [2008], *Critique de la valeur fondamentale*, Paris : Springer.
- CARO Jean Yves, [1996], « Réflexions sur quelques caractéristiques de la production en sciences économiques », *Revue Economique*, 47(1), p. 5-32.
- CARTELIER Jean, [1996], *La Monnaie*, Paris : Flammarion.
- CASTEL Robert, [1981], *La gestion des risques. De l'anti-psychiatrie à l'après psychanalyse*, Paris : éditions de Minuit.
- CHIAPELLO Eve, BOLTANSKI Luc, [1999], *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard.
- CHIAPELLO Eve, DESROSIERES Alain, [2003], « La quantification de l'économie et la recherche en sciences sociales: paradoxes, contradictions et omissions. Le cas exemplaire de la *Positive Accounting Theory* », *Communication au Colloque « Conventions et Institutions : approfondissements théoriques et contributions au débat politique »*, Université Paris X.

CHOW Gregory C., [1980], « Estimation of rational expectations models », in R. Lucas, T. Sargent (dir.), op. cit., 1988, p. 355-367.

CODDINGTON Alan, [1976], « Keynesian Economics: The Search for First Principles », *Journal of Economic Literature*, 14 (4), p. 1258-73.

CYERT Richard M., DE GROOT Morris H., [1974], « Rational Expectations in Bayesian Analysis », *Journal Of Political Economy*, 82, p. 521-36.

D'AUTUME Antoine, [2000], « L'essor de la macroéconomie », *Nouvelle Histoire de la pensée économique*, t. III, A. Berraud et G. Faccarello (dir.), Paris : La Découverte, p. 417-444.

DEHAY Eric, [1995], « La justification Ordo-libérale de l'indépendance des banques centrales », *Revue Française d'économie*, X, 1, p. 27-53.

DELEUZE Gilles, [1986], *Foucault*, Paris : éditions de Minuit.

DELEUZE Gilles, [1990], « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », *Pourparlers*, Paris : éditions de Minuit, p. 240-247.

DE VROEY Michel, [2004], *Involuntary unemployment, an elusive quest for a theory*, New-York – Londres : Routledge.

DE VROEY Michel, MALGRANGE Pierre, [2005], « La théorie et la modélisation macroéconomiques, d'hier à aujourd'hui », *Cepremap-Ens, Docweb*, n°0518, Décembre.

DOSQUET Yaël, [2001], « L'autonomie des représentations de l'économie », *Mémoire de D.E.A.*, Bernard Paulré (dir.), Paris : Université Paris I.

DOSQUET Yaël, [2012], « La Gouvernamentalité de la Nouvelle Economie Classique », *Mémoire de Thèse*, Jacques Sapir (dir.), Paris : EHESS.

EWALD François, [1986], *L'Etat providence*, Paris : Grasset.

FITOUSSI Jean-Paul, [2002], *La règle et le choix : de la souveraineté économique en Europe*, Paris : Seuil.

FOUCAULT Michel, [1969], *L'Archéologie du savoir*, Paris : Gallimard.

FOUCAULT Michel, [2001], *Dits et Ecrits, t. II, 1976-1988*, D. Defert et F. Ewald (éd.), Paris : Gallimard.

FOUCAULT Michel, [2004], *Naissance de la Biopolitique. Cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris : Seuil-Gallimard.

FRANC Pascal, [1997], *Les anticipations rationnelles. Analyse critique de théories contemporaines*, Genève : Droz.

FRIEDMAN Milton, [1962], *Capitalism and Freedom*, Chicago: Chicago University press.

GAZIER Bernard, [1996], « L'économie et ses représentations », *Société et Représentations*, 3, p. 40-50.

GAUCHET Marcel, [1985], *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris : Gallimard.

GOODHART Charles, [2009], « The Continuing Muddles of Monetary Theory: A Steadfast Refusal to Face Facts », *Economica*, 76(1), p. 821-830.

GOURIEROUX Christian, LAFFONT Jean-Jacques, MONTFORT Alain, [1978], « Rational Expectations in Dynamic Linear Models: Analysis of the Solutions », *Econometrica*, 50(2), p. 409-425.

GRANDMONT Jean-Michel, [1985], « On Endogenous Competitive Business Cycles », *Econometrica*, 53(5), p. 995-1045.

GRANGER Gilles Gaston, [1995], *Le probable, le possible, et le virtuel*, Paris : Odile Jacob.

HAHN Frank, [1984], *Equilibrium and Macroeconomics*, Oxford: Basil Blackwell.

GUERRIEN Bernard (dir.), [1992], *Découverte de la Microéconomie. Cahiers Français*, n°254, La Documentation Française.

GUERRIEN Bernard, [1999], *La théorie économique néoclassique, 2. Macroéconomie, théorie des jeux*, Paris : La découverte.

HAUSMAN Daniel, [1992], *The inexact and separate science of Economics*, Cambridge: Cambridge University Press.

HANDS Wade, [1990], « Grunberg and Modigliani, Public Predictions and the New Classical Macroeconomics », *Research in the History of Economic Thought and Methodology*, 7, p. 207-23.

HANDS Wade, [2001], *Reflection without rules, Economic Methodology and Contemporary Science Theory*, Cambridge: Cambridge University Press.

HOOVER Kevin D., [1988], *The New Classical Macroeconomics: a sceptical inquiry*, New York: Basil Blackwell.

HOOVER Kevin D., [1992], « The Rational expectations revolution: An Assessment », *Cato Journal*, 12(1), p. 81-106.

HOOVER Kevin D., [1995], « Facts and Artifacts: Calibration and the Empirical Assessment of Real-Business-Cycle Models », *Oxford Economic Papers*, 47(1), p. 24-44.

HOOVER Kevin D., [2005], « Quantitative evaluation of idealized models in the New Classical Macroeconomics », in Martin R. Jones and Nancy Cartwright (eds.), *Idealization XII: Correcting the Model. Idealization and Abstraction in the Sciences*, Poznań Studies in the Philosophy of the Sciences and the Humanities, 86, New York: Rodopi, p. 15-33.

HURWICZ Leonid, [1972], « On informationally decentralized systems », in C. B. McGuire, R. Radner (eds.), *Decision and Organization: a Volume in Honor of Jacob Marshak*, Amsterdam: North-Holland Press, p. 297-336.

HURWICZ Leonid, [1986], « On the Implementation of Social Choice Rules in Irrational Societies », in W. Heller, R. Starr, D. Starrett (eds.), *Essays in Honor of Kenneth J. Arrow*, Vol. I, Cambridge: Cambridge University Press, p. 75-96.

INGRAO Bruna, ISRAEL Giorgio, [1990], *The Invisible Hand: Economic equilibrium in the History of science*, Cambridge (MA): MIT Press.

JENSEN Michael, MECKLING William, [1976], « Theory of the firm : Managerial behavior, Agency costs, Ownership structure », *Journal Of Financial Economics*, 3, p. 305-360.

JORDAN James S., RADNER Roy, [1982], « Rational expectations in microeconomic models: an overview », *Journal of Economic Theory*, 26, p. 201-223.

JUDGE George et ali., [1980], *The theory and practice of econometrics*, New-York: J. Wiley ed.

KEYNES John Maynard, [1933], *Essais de persuasion*, 1931, trad. H. Jacoby, 2^e éd., Paris : Gallimard.

KLAMER Arjo, [1988], *Entretiens avec des économistes américains. Des économistes néoclassiques et de leurs adversaires : le fond de leur pensée sur la controverse actuelle en macroéconomie*, 1983, Paris : Seuil.

KYDLAND Finn, PRESCOTT Edward, [1977], « Rules rather than discretion: the time inconsistency of optimal plans », *Journal of Political Economy*, 85(3), p. 473-490.

LAWSON Tony, [2003], *Re-orienting Economics, Economics as social Theory*, London: Routledge.

LODHIA Hanish C., [2005], *The Irrationality of Rational Expectations. An Exploration into Economic Fallacy*, 1st Edition, UK: Warwick University Press.

LORDON Frédéric, [2002], *La politique du capital*, Paris : Odile Jacob.

LUCAS Robert E., [1972], « Expectations and the neutrality of money », in R. Lucas, op. cit., 1981, p. 66-89.

LUCAS Robert E., [1973], « Some international evidence on output-inflation tradeoffs », in R. Lucas, op. cit., 1981, p. 131-145.

LUCAS Robert E., [1974], « Equilibrium Search and Unemployment », in R. Lucas, op. cit., 1981, p. 156-178.

LUCAS Robert E., [1976], « Econometric Policy Evaluation : a critique », in R. Lucas, op. cit., 1981, p. 104-130.

LUCAS Robert E., [1977], « Understanding Business Cycles », in R. Lucas, op. cit., 1981, p. 215-239.

LUCAS Robert E., SARGENT Thomas J., [1978], « After Keynesian Macroeconomics », in R. Lucas, T. Sargent, op. cit., 1988, p. 295-319.

LUCAS Robert E., [1980a], « Methods and Problems in Business Cycle Theory », in R. Lucas, op. cit., 1981, p. 271-296.

LUCAS Robert E., [1980b], « Rules, Discretion, and the role of the economic advisor », in R. Lucas, op. cit., 1981, p. 248-261.

LUCAS Robert E., [1981], *Studies in Business-Cycle Theory*, Cambridge (Mass.): MIT Press.

LUCAS Robert E., SARGENT Thomas J. (eds.), [1988], *Rational Expectations and Econometric Practice*, vol.1, (1981), 5th printing, Minneapolis: University of Minnesota Press.

LUCAS Robert E., [1988a], « On the mechanics of economic development », *Journal Of Monetary Economics*, 22, p. 3-42.

LUCAS Robert E., [1988b], « What economists do », http://home.uchicago.edu/~vlima/courses/econ203/fall01/Lucas_wedo.pdf.

Mc CALLUM Benett, [1979], « The current state of the policy ineffectiveness debate », *American Economic Review*, 69, p. 240-245.

MC FADDEN Daniel, [2013], « The New Science of Pleasure », in S. Hess and A. J. Daly, (eds.), *Handbook of Choice Modelling*, Northampton (MA): Edward Elgar.

MADDOCK Rodney, [1984], « Rational expectations macrotheory : a Lakatosian case study in program adjustment », *History Of Political Economy*, p. 291-309.

MALGRANGE Pierre, [1996], « Vers une modélisation macro-rationnelle ? », *Economie et Prévision*, 125, p. 61-71.

MOREAU DEFARGES Philippe, [2001], « Gouvernance - Une mutation du pouvoir ? », *Le Débat*, 115, p. 165-172.

MOUCHOT Claude, [2003], *Méthodologie économique*, Paris : Seuil.

NEVEU Erik, [1997], *Une société de communication ?*, Paris : Montchrestien.

PASTRÉ Olivier, VIGIER Michel, [2003], *Le capitalisme déboussolé*, Paris : La Découverte.

PESARAN Hashem, [1987], *The limits to Rational Expectations*, Oxford: Basic Blackwell.

PETITOT Jean, ROSENSTIEHL Pierre, [1974], « Automate asocial et systèmes acentrés », *Communications*, 22, p. 45-62.

PHELPS Edmund S., [1992], « Expectations in Macroeconomics and the rational expectations debate », in A. Vercelli and N. Dimitri (eds.), *Macroeconomics: a survey of the research strategies*, Oxford: Oxford University Press.

PONTRYAGIN Lev Semenovich et al., [1962], *The mathematical theory of optimal process*, New-York: J. Wiley.

POPPER Karl, [1957], *The Poverty of Historicism*, London: Routledge and Kegan Paul.

RAMSEY Frank, [1928], « A mathematical theory of saving », *Economic Journal*, 38, p. 543-559.

SAPIR Jacques, [1998], *Le Krach Russe*, Paris : La Découverte.

SAPIR Jacques, [2012], *Faut-il sortir de l'euro ?*, Paris : Seuil.

SAPIR Jacques, [2013], « Quel futur pour la zone euro ? », *Working paper*, 26 avril 2013, <http://russeurope.hypotheses.org/1182>.

SARGENT Thomas, WALLACE Neil, [1975], « Rational expectations, the Optimal Monetary Instrument and the Optimal Money Supply Rule », *Journal of Political Economy*, 83(2), p. 241-254.

SARGENT Thomas J., SIMS Christopher A., [1977], « Business Cycle Modeling without Pretending to Have Too Much a Priori Theory », in Christopher A. Sims (ed.), *New Methods in Business Cycle Research: Proceedings from a Conference*, Minnesota: Federal Reserve Bank of Minneapolis, p. 45-109.

SARGENT Thomas J., [1978], « Estimation of dynamic labor demand schedules under rational expectations », *Journal of Political Economy*, 86, p. 1009-1044.

SARGENT Thomas J., [1987a], *Macroeconomic Theory*, 2nd ed. Boston: Academic Press.

SARGENT Thomas J., [1987b], *Dynamic Macroeconomic Theory*, Cambridge (MA): Harvard University Press.

SARGENT Thomas, [1996], « Expectations and the nonneutrality of Lucas », *Journal Of Monetary Economics*, 37(3), p. 535-548.

SARGENT Thomas J., [2005], « An Interview with Thomas J. Sargent », *Macroeconomic Dynamics*, vol. 9, p. 561-583.

SCOTT John, [1997], *Corporate Business and Capitalist Classes*, Oxford: Oxford University Press.

SENELLART Michel, [1995], *Les arts de gouverner. Du regimen médiéval au concept de gouvernement*, Paris : Seuil.

SIMMEL Georg, [1987], *Philosophie de l'argent*, 1900, trad. S. Cornille et P. Ivernel, Paris : PUF.

SIMS Christopher A., [1980], « Macroeconomics and reality », *Econometrica*, 48, p. 1-48.

SMITHIN John, [1990], *Macroeconomics after Thatcher and Reagan : the conservative policy revolution in retrospect*, Aldershot: Edward Elgar.

STIGLITZ Joseph, GROSSMAN Sanford, [1976], « Information and competitive price system », *American Economic Review*, papers and proceedings, june, p. 246-253.

STIGLITZ Joseph et al., « Symposium on the Economics of Information », *Review of Economic Studies*, 44(3), 1977.

STIGLITZ Joseph, [1985], « Information and Economic analysis: A perspective », *Economic Journal*, supplement, p. 21-41.

TAYLOR John, [1993], « Discretion versus rules in practice », *Carnegie-Rochester series on Public Policy*, 39, p. 195-214.

TOBIN James, [1980], « Are New Classical Models plausible enough to guide policy ? », *Journal of Money, Credit and banking*, nov., p. 788-799.

TOWNSEND Robert, [1978], « Market anticipations, rational expectations and bayesian analysis », *International Economic Review*, 19, p. 481-494.

TOWNSEND Robert, [1983], « Forecasting the forecasts of others », *Journal Of Political Economy*, 91, p.546-88.

WEBER Max, [1971], *Economie et Société, t.1*, 1922, trad. J. Freund, Paris: Plon.

WHITTLE Peter, [1983], *Prediction and Regulation by Linear Least-Square Methods*, 1963, 2nd ed., Minneapolis: University of Minnesota Press.